

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1825

29 août 2007

SOMMAIRE

Action Oil Luxembourg Société Anonyme Holding	87560	International Concrete S.A.	87597
Arpège	87560	International Metals S.A.	87554
Arquinos AG	87559	Janek Holding S.A.	87559
Ascania I S. à r. l.	87595	Klöckner Pentaplast S.A.	87598
Capital Européen S.A.	87599	K.M. Lux Sàrl	87600
Cardoso & Fils Constructions S.à r.l.	87598	Larene S.A.	87585
CDRD Investment (Luxembourg) III S.à r.l.	87596	Libidama International S.A.	87596
CDRD Investment (Luxembourg) II S.à r.l.	87597	Obransson Holding S.A.	87561
CDRD Investment (Luxembourg) S.à r.l.	87597	PEW Luxembourg Holding S.A.	87555
Clamart International S.A.	87556	Pindella Holding S.A.	87554
Cribis Holding S.A.	87599	ProSolut S.A.	87600
Dexia Bonds	87556	Qmagic	87596
Equifin SA	87600	Sifin S.A.	87558
Faustini Europe S.A.	87598	Sodefi S.A.	87554
Fidev S.A.	87555	Texhol S.A.	87555
Fortuna Select Fund	87558	Tishman Speyer Management (TSEC) S.à r.l.	87586
Futura Investment S.A.	87561	Townsend Investment I S.à r.l.	87594
Goldmann Finance Holding S.A.	87599	Transpacific Fund Sicav	87557
GRAEFF Systembau Lux Sàrl	87597	UBS Manager Solutions	87561
Handelskontor Niederaanven S.A.	87600	UBS Multi Manager Access II	87573
HC Consulting	87596	Vitreo	87594
Immobilière Générale des Pays Bas S.A.	87599	Vitreo	87593
Immo-Toitures S.à r.l.	87598	Vitreo	87593
		Xaro S.A.	87560
		Yermad S.A.	87585
		Zone S.à r.l.	87594

International Metals S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 5.907.

We hereby inform you that the Liquidator has decided to convene a

GENERAL MEETING

of the shareholders of the company, which will be held at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg extraordinarily on *September 17th, 2007* at 10.00 a.m. in first convocation with the Following agenda:

Agenda:

1. Submission and approval of the Liquidator's report
2. Submission and approval of the Auditor's report
3. Submission and approval of the balance sheet and the profit and loss statement for the year ended December 31, 2006
4. Allocation of the result
5. Discharge to the Auditor
6. Statutory election
7. Miscellaneous

The Liquidator.

Référence de publication: 2007091635/799/20.

Sodefi S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 52.389.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *20 septembre 2007* à 11.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091636/755/19.

Pindella Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 74.368.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le *17 septembre 2007* à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de Monsieur Daniel Galhano de ses fonctions d'administrateur et décharge.

6. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
7. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092117/29/22.

Fidev S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 52.099.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le jeudi 20 septembre 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007091637/755/18.

PEW Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 29.555.

Die Aktionäre werden hiermit zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche am 17. September 2007 um 15.00 Uhr in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Lagebericht des Verwaltungsrates und Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2006.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007092116/2606/19.

Texhol S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 65.995.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 17 septembre 2007 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de Monsieur Daniel Galhano de ses fonctions d'administrateur et décharge.
6. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
7. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092118/29/22.

Dexia Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.659.

Les actionnaires de la SICAV sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la SICAV qui se tiendra le 17 septembre 2007 à 15.00 heures dans les locaux de DEXIA ASSET MANAGEMENT, 283, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'Article 17:
 - l'actuel paragraphe 1.c) doit être corrigé en 1.b);
 - le paragraphe 4.a) sera remplacé par le texte suivant: «Un compartiment ne peut investir plus de 10% de ses actifs nets dans des OPC.»
2. Modification de l'Article 27 : Ajout d'un nouveau paragraphe après le second, qui aura la teneur suivante: «La Société distribuera le produit net en fonction de la décision de l'assemblée générale décidant de l'affectation du résultat.»

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette assemblée générale extraordinaire requièrent qu'au moins la moitié des actions en circulation soit présente ou représentée à cette assemblée; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV au moins deux jours francs avant la tenue de l'assemblée.

L'actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions au moins cinq jours francs avant la tenue de l'assemblée aux guichets de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092119/755/26.

Clamart International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 33.062.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 17 septembre 2007 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007.

3. Affectation des résultats au 30 juin 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092124/29/16.

Transpacific Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 8.576.

Vu que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de TRANSPACIFIC FUND SICAV (la «Société») - telle que valablement convoquée le 10 août 2007 - n'a pas réuni le quorum de présence requis conformément à la législation luxembourgeoise et que, par conséquent, aucune résolution n'a pu être adoptée valablement, nous vous invitons à assister à la

DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires («Assemblée») de la Société qui aura lieu le vendredi 28 septembre 2007 à 11.30 heures CET au 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg

De manière générale et tel que déjà mentionné dans la notice aux actionnaires envoyée et publiée en juillet 2007, les actionnaires de la Société sont invités à approuver la fusion de la Société dans l'un des compartiments de ABN AMRO FUNDS, une «société d'investissement à capital variable» constituée en vertu des lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social sis au 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, viz ABN AMRO FUNDS - JAPAN OPPORTUNITIES FUND (le «Compartiment»), avec entrée en vigueur le 28 septembre 2007 (la «Fusion»).

A l'ordre du jour, figurent les points suivants:

Ordre du jour:

1. Approuver la Fusion telle que susmentionnée et définie dans le projet de fusion publié dans le Mémorial C, le 9 juillet 2007 (le «Projet de fusion»);
2. Approuver la date du 28 septembre 2007 comme date effective de la fusion (la «Date de la fusion»);
3. Approuver que l'actif et le passif de la société soient entièrement alloués au Compartiment, à la Date de la fusion, par le biais d'une fusion d'absorption conformément à la législation luxembourgeoise;
4. Approuver que la Société, à la Date de la fusion, fusionne dans ABN AMRO FUNDS, et plus particulièrement dans le Compartiment, par le biais d'une fusion d'absorption en tenant compte de ce qui suit:
La valeur de l'actif net («VAN») de la Société est exprimée en Yen japonais. La VAN du Compartiment est exprimée en EUR. Par conséquent, un taux de change doit être appliqué entre les devises afin de déterminer la VAN des nouvelles actions du Compartiment émises. Ce taux de change sera calculé à la date du dernier calcul de la VAN des actions de la Société, telle que déterminée par la société de gestion de la Société et ABN AMRO FUNDS. Eu égard à la fusion, tous les actionnaires de la Société recevront des actions de la catégorie A d'actions du Compartiment;
5. Approuver que la Société, vu la Fusion, soit dissolue sans liquidation, à la Date de la fusion et que toutes ses actions telles qu'inscrites dans le registre des actionnaires de la Société à la Date de la fusion soient remplacées par défaut par des actions nominatives de catégorie A du Compartiment;
6. Approuver que toutes les actions dans la Société qui ne sont pas mentionnées au registre des actionnaires, à la Date de la fusion, soient remises à ABN AMRO BANK (Luxembourg) S.A., ayant son siège social sis au 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, contre le prix de remboursement en liquide, tel que déterminé conformément à la dernière valeur d'actif net disponible, telle que fixée par la Société;
7. Approuver que la livraison des actions de la Société en circulation et non nominatives, telles que mentionnées au point précédent de l'ordre du jour, ne soit possible qu'au cours des 365 jours civils qui suivent la Date de la fusion et que les porteurs remettant, à l'issue de ladite période d'échange, de telles actions non nominatives ne puissent plus recevoir le prix de remboursement en liquide tel que calculé à la date de la dernière valeur de l'actif net disponible, telle que déterminée par la Société;
8. Autoriser la société de gestion de la Société, ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A. (la «Société de gestion»), à entreprendre toutes les actions nécessaires et à signer tous les documents nécessaires pour procéder valablement à (i) la Fusion à la Date de la fusion ainsi qu'au (ii) remplacement de toutes les actions de la Société par des actions de catégorie A de ABN AMRO FUNDS, tel que susmentionné dans les différents points à l'ordre du jour;
9. Divers.

Le dernier jour de bourse pour les actions de la Société est fixé au 21 septembre 2007.

Les actionnaires qui recevront de nouvelles actions de catégorie A du Compartiment à l'occasion de la fusion sont invités à présenter au siège social de la Société de gestion, sis 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (attention Département des règlements), une copie d'une liste à jour des signatures autorisées.

Les documents suivants sont déposés au siège social de la Société pour consultation par les actionnaires de la Société; toute copie peut être obtenue gratuitement:

- Projet de fusion;
- Comptes et rapports annuels d'ABN AMRO FUNDS et de la Société pour les trois derniers exercices fiscaux et, si nécessaire, un relevé de compte récent de la Société et d'ABN AMRO FUNDS;
- Rapport du directoire de la Société et d'ABN AMRO FUNDS;
- Rapport (s) d'audit concernant le projet de fusion;
- Prospectus complets actuels d'ABN AMRO FUNDS, daté de mars 2007, et de TRANSPACIFIC FUND SICAV, daté de février 2007;
- Formulaire de vote par procuration à une assemblée, réservé aux actionnaires.

Si vous ne pouvez assister à l'assemblée, veuillez envoyer une procuration par courrier ou par fax à ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A. (46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg / Fax: +352 26.07.29.50) à l'attention de Maurice Hannon. Les procurations devront parvenir par courrier ou par fax au plus tard pour le 26 septembre 2007 au siège social de la Société.

Toute question concernant le contenu de la présente notice devra être adressée à ABN AMRO INVESTMENT FUNDS S.A., M. Maurice Hannon (Tél. : +352 26.07.33.37).

Pour la Société

La Société de gestion

Référence de publication: 2007092120/755/72.

Fortuna Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 88.201.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *14 septembre 2007* à 14.30 heures, au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises,
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 avril 2007,
3. Affectation des résultats,
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 30 avril 2007,
5. Nominations statutaires,
6. Rémunération Dirigeants,
7. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire et les décisions seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092121/584/22.

Sifin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 73.576.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *14 septembre 2007* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat aux 31 décembre 2004, 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,

4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
5. Nominations statutaires,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092122/795/19.

Arquinos AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 52.754.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 17 septembre 2007 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de Monsieur Daniel Galhano de ses fonctions d'administrateur et décharge.
6. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
7. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092123/29/22.

Janek Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 15.356.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 14 septembre 2007 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Il est formé une société anonyme holding, sous la dénomination de JANEK HOLDING S.A.
La société a son siège social à Luxembourg.
La société est constituée pour une durée illimitée.»
2. Suppression de la valeur nominale des actions.
3. Conversion du capital social de la société en euros, de sorte que le capital social s'élève désormais à EUR 99.157,41 (quatre-vingt dix-neuf mille cent cinquante-sept euros et quarante et un cents) représenté par 4.000 (quatre mille) actions sans désignation de valeur nominale.
4. Modification de l'article 3 des statuts pour le mettre en concordance avec la conversion du capital social en euros.
5. Suppression de l'article 8 des statuts.
6. Modification de l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante :
«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de mars à 11.00 heures».
7. Divers.

L'Assemblée Générale tenue le 16 juillet 2007 n'a pas pu délibérer valablement sur ces points de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085773/795/27.

Action Oil Luxembourg Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 21.093.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 septembre 2007 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2007085947/1031/15.

Xaro S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 70.698.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 7 septembre 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2007086234/755/19.

Arpège, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 56.793.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 septembre 2007 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2007088258/534/15.

Futura Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 67, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 86.985.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 10 septembre 2007 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007086566/1267/16.

Obransson Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 22.723.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on September 7, 2007 at 2.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at March 31, 2007
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Acceptance of the resignation of the Directors and appointment of their replacement
5. Special discharge of the resigning Directors for the exercise of their mandates until the date of resignation
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007087313/795/17.

UBS Manager Solutions, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 129.749.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am zehnten Juli.

Vor den unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) Die Aktiengesellschaft UBS FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., mit Sitz in Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Andreas Giel, geschäftsansässig in L-1150 Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 4. Juli 2007.
- 2) Die Aktiengesellschaft UBS FUND HOLDING (SWITZERLAND) AG, mit Sitz in Basel und Zürich, hier vertreten durch Frau Michaela Imwinkelried, geschäftsansässig in L-1150 Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Basel, am 5. Juli 2007.

Die Vollmachten, welche ne varietur durch alle Erschienenen und den unterzeichneten Notar unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Registrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienenen, welche dem Notar namentlich bekannt sind, ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) wie folgt zu beurkunden.

A. Firmenname, Sitz, Dauer und Unternehmensgegenstand

Art. 1. Firmenname. Es besteht eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé» oder «SICAV-FIS») unter dem Namen UBS MANAGER SOLUTIONS.

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können durch Beschluss des Verwaltungsrates entweder im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass aussergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die aussergewöhnlichen Umstände geendet haben; solche provisorischen Massnahmen haben auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Unternehmensgegenstand. Ausschliesslicher Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und allen anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Unternehmensgegenstandes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne nach Massgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 (das «Gesetz von 2007»).

B. Gesellschaftskapital, Aktien, Nettovermögenswert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft ist in volleingezahlte Aktien ohne Nennwert eingeteilt und entspricht jederzeit dem Wert des in Absatz 8 definierten Gesamtnettovermögens («Gesamtnettovermögenswert»).

Gemäss Artikel 7 ausgegebene Aktien können durch Beschluss des Verwaltungsrates in verschiedene Aktienklassen unterteilt werden.

Der Verwaltungsrat kann innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen mit spezifischen Merkmalen ausgeben, zum Beispiel mit (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik, wie ausschüttende oder kapitalisierende Aktien oder (ii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Ausgabe und Rücknahme oder (iii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Anlage- oder Beratungsgebühr oder (iv) mit verschiedenen Rechnungswährungen sowie mit anderen spezifischen Merkmalen, welche zur gegebenen Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden werde.

Der Verwaltungsrat wird für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen Vermögenseinheiten als Teilfonds («compartiments») im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 bilden.

Das Gründungskapital beträgt 31.000 EUR (einunddreissigtausend Euro) und ist in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt, welche dem Teilfonds - UBS MANAGER SOLUTIONS - DYNAMIC OVERLAY FUND II angehören. Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe von Aktien von Teilfonds werden in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten entsprechend der für den jeweiligen Teilfonds durch den Verwaltungsrat festgelegten Anlagepolitik und im Einklang mit den durch das Gesetz von 2007 oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegten Anlagebeschränkungen angelegt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt EUR 1.250.000 (eine Million zweihundertfünfzig tausend Euro). Dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft durch die Aufsichtsbehörde zu erreichen.

Um das Kapital der Gesellschaft zu bestimmen, wird das Nettovermögen, welches gemäss Artikel 10 dieser Satzung bestimmt wird und einem Teilfonds zuzurechnen ist, falls es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgerechnet und das Gesellschaftskapital entspricht jederzeit der Gesamtheit der Nettovermögen sämtlicher Teilfonds («Gesamtnettovermögen»).

Art. 6. Aktien. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Aktien als Namensaktien oder in Inhaberform ausgeben wird. Falls Inhabertifikate einer Aktienklasse eines Teilfonds ausgegeben werden, legt der Verwaltungsrat die entsprechende Stückelung fest. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Eine oder beide dieser Unterschriften können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates per Faksimile erstellt werden. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in einer Form ausgeben, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt.

Alle Namensaktien der Gesellschaft sind in das Aktienregister einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensaktien, seinen Wohnort oder eine sonstige mit der Gesellschaft vereinbarte Anschrift, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie deren Nummern und den Teilfonds und die Aktienklasse dieser Aktien beinhalten. Jede Übertragung oder sonstiger Rechtsübergang einer Namensaktie ist in das Aktienregister einzutragen.

Die Eintragung in das Aktienregister belegt das Eigentum an den Namensaktien. Die Gesellschaft bestimmt, ob ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt wird, oder ob der Aktionär eine schriftliche Aktienbestätigung erhält.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Übergabe des Aktienzertifikats oder der Aktienzertifikate (falls solche ausgestellt wurden) an die Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender Weise die Übertragung belegen, oder durch eine Übertragungserklärung, welche im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht haben, unterzeichnet und datiert werden.

Falls eine Aktie auf den Namen von mehreren Personen eingetragen ist, gilt der erste im Register eingetragene Aktionär als Bevollmächtigter sämtlicher anderer Miteigentümer und ist als einziger berechtigt, Mitteilungen seitens der Gesellschaft zu erhalten.

Im Fall von Inhaberaktien ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber und, im Fall von Namensaktien, die Person, auf deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, als den vollberechtigten Eigentümer der Aktien anzusehen. Die Gesellschaft kann im Rahmen sämtlicher, diese Aktien betreffenden Massnahmen ausschliesslich den vorerwähnten, keinesfalls aber dritten Personen gegenüber verpflichtet werden. Sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüche von anderen als den in Satz 1 erwähnten Personen hinsichtlich dieser Aktien als nicht bestehend anzusehen; dies schliesst jedoch nicht das Recht einer dritten Person aus, die ordnungsgemässe Eintragung einer Namensaktie oder eine Änderung dieser Eintragung zu verlangen.

Falls ein Aktionär keine Adresse angibt, wird dies im Aktienregister vermerkt und als Adresse dieses Aktionärs gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Aktienregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Aktienzertifikat(e) verlegt, gestohlen oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen welche allenfalls Sicherheiten vorsehen, eine Zweitausfertigung seines/seiner Aktienzertifikate(s). Insofern es durch die anwendbaren Gesetze vorgeschrieben oder erlaubt ist und so wie es die Gesellschaft unter Berücksichtigung dieser Gesetze festgelegt hat, können diese Bedingungen eine von einer Versicherungsgesellschaft abgeschlossene Versicherung einschliessen. Bei der Ausgabe von neuen Aktienzertifikaten, auf welchen vermerkt werden muss, dass es sich um Zweitausfertigungen handelt, wird/werden die Originalurkunde(n), für welche die neue(n) Urkunde(n) ausgestellt wird/werden, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anweisung der Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden der Gesellschaft übergeben und unmittelbar annulliert.

Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Aktionär mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Aktienzertifikats und mit den Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der alten Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Aktienklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberaktien werden ausschliesslich Aktienzertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist jederzeit in vollem Umfang berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an jedem vom Verwaltungsrat gemäss den Bestimmungen der Verkaufsprospekts festgelegten Geschäftstag und werden zum entsprechenden Bewertungstag gemäss Artikel 10 abgewickelt. Ausgabepreis für eine Aktie ist der für jeden Teilfonds und jede entsprechende Aktienklasse gemäss Artikel 10 ermittelte Nettovermögenswert pro Aktie zuzüglich der etwaigen für den jeweiligen Teilfonds und die jeweilige Aktienklasse durch den Verwaltungsrat festgelegten Kosten und Provisionen. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem betreffenden Geschäftstag zahlbar. Der Verwaltungsrat kann in seinem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Naturalzeichnungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sacheinlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft geprüft. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Anlegers.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe für jeden Teilfonds und jede Aktienklasse beschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass Aktien ausschliesslich innerhalb einer bestimmten Frist ausgegeben werden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien von einem/r, mehreren oder allen Teilfonds und Aktienklassen auszusetzen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich zurück erstatten.

Sollte die Ermittlung des Nettovermögenswertes eines Teilfonds von der Gesellschaft auf Grund des Artikels 11 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Aktien des betreffenden Teilfonds ausgegeben.

Zum Zweck der Ausgabe von neuen Aktien kann der Verwaltungsrat jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung entgegenzunehmen sowie die Aktien auszuliefern.

Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär der Gesellschaft kann die Gesellschaft an jedem in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien an der Gesellschaft zurückzunehmen. In diesem Fall wird die Gesellschaft die Aktien, unter Berücksichtigung der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen sowie unter dem Vorbehalt der in Artikel 11 dieser Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rücknahme durch die Gesellschaft zurückzunehmen. Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält einen Rücknahmepreis, welcher auf Grundlage des entsprechenden Nettovermögenswertes berechnet wird und zwar im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und denjenigen dieser Satzung und nach Massgabe den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen.

Ein Rücknahmeantrag muss durch den Aktionär in unwiderruflicher schriftlicher Weise am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei Geschäftsstellen von einer von der Gesellschaft bestimmten Person (oder Institution) gestellt werden. Im Fall von Aktien, für welche Zertifikate ausgegeben wurden, müssen die Aktienzertifikate mit dem Rücknahmeantrag formgerecht eingehen, unter Beifügung etwaiger Erneuerungsscheine und sämtlicher nicht fälligen Gewinnanteilscheine (im Falle von Inhaberaktien) oder eines der Gesellschaft genügenden Nachweises der Übertragung oder des Überschreibens der Aktien, im Fall von Namensaktien.

Vom Nettovermögenswert kann eine Kommission zu Gunsten der Gesellschaft oder der Vertriebsstelle und ein weiterer Betrag abgezogen werden, welcher die geschätzten Kosten und Ausgaben ausmacht, die der Gesellschaft bei einer Realisierung von Vermögenswerten in der betroffenen Vermögensmasse entstehen könnten, um das Rücknahmegesuch zu finanzieren (diese Kommission, zusammen mit dem Schätzbetrag, darf nicht mehr als drei Prozent des Nettovermögenswertes betragen).

Der Rücknahmepreis ist in der Währung, auf welche die Aktien des betreffenden Teilfonds lauten oder in einer anderen, gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgesetzten Währung innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem entsprechenden, in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag bzw. nach dem Tag zu zahlen, an welchem die Aktienzertifikate und sonstigen eventuellen Übertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind, je nachdem, welches das spätere Datum ist, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 dieser Satzung.

Bei massiven Rücknahmegesuchen kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschliessen, ein Rücknahmegesuch erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Mit Zustimmung des betroffenen Aktionärs, kann der Verwaltungsrat (unter Beachtung des Prinzips der gleichen Behandlung der Aktionäre) Rücknahmegesuche ganz oder teilweise in Natura auszuführen, durch Zuteilung an den betroffenen Aktionär von Anlagewerten aus dem betroffenen Teilfondsportfolio, die dem Nettovermögenswert der rückzunehmenden Aktien entsprechen, wie im Verkaufsprospekt weiter beschrieben.

Jeder Aktionär kann auf Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds zu dem jeweiligen, für den betreffenden Teilfonds festgelegten Nettovermögenswert beantragen. Unter Vorbehalt der unten aufgeführten Bestimmungen, finden die für Aktienrücknahmen gültigen Bestimmungen Anwendung. Der Nettovermögenswert kann gegebenenfalls durch etwaige anfallende Kosten und durch Auf- und Abrunden entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrats berichtigt werden. Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines Teilfonds können nicht in eine andere Aktienklasse des gleichen oder eines anderen Teilfonds umgetauscht werden, es sei denn der Verwaltungsrat hätte eine andere Entscheidung getroffen, welche in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Anträge auf Umtausch Einschränkungen auferlegen und für den Umtausch eine nach freiem Ermessen im Interesse der Gesellschaft festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

Art. 9. Beschränkungen. Falls an einem Handelstag die Summe der Ausgabe- und Rücknahmeanträge aller Aktienklassen eines Teilfonds zu einem Nettokapitalzufluss oder -abfluss führt, kann der Nettovermögenswert des Aktienklassen für den betreffenden Handelstag angepasst werden. Die maximale Anpassung kann sich auf bis zu 1% des Nettovermögenswertes (vor der Anpassung) belaufen. Berücksichtigt werden können sowohl die geschätzten Transaktionskosten und anfallenden Steuern, die dem Teilfonds belastet werden können, als auch die geschätzte Geld-/Briefspanne der Vermögenswerte in die der Teilfonds investiert, können in Betracht gezogen werden. Diese Anpassung wird zu einer Erhöhung des Nettovermögenswertes im Fall eines Nettokapitalzuflusses in den betroffenen Teilfonds führen. Sie wird zu einer Verminderung des Nettovermögenswertes im Falle eines Nettokapitalabflusses aus dem betroffenen Teilfonds führen. Der Verwaltungsrat kann einen Schwellenwert für jeden Teilfonds festlegen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem Handelstag im Verhältnis zum Nettovermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des betroffenen Teilfonds bestehen. Eine Anpassung des Nettovermögenswertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem gegebenen Handelstag überschritten wird.

Die Gesellschaft ist berechtigt, in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft näher beschriebene Massnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass bei Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Aktien der Gesellschaft keine als «Market-Timing» und/oder als «Late Trading» bekannte Geschäftspraktiken im Hinblick auf Anlagen in die Gesellschaft erfolgen.

Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft fremden Steuergesetzen unterworfen wird. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an Personen übertragen wird, welche vom Eigentum an Aktien ausgeschlossen sind oder Aktien in einem Umfang halten, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht («nicht berechnete Personen»);

b) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer nicht berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht berechtigten Person führt; und

c) es ablehnen, bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht berechtigten Person anzuerkennen;

d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht berechnete Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär für die nicht berechnete Person gehalten werden, zurückzunehmen oder falls eine nicht berechnete Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise vom Aktionär alle von diesem gehaltenen Aktien zurücknehmen. Dies geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers.

Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letztbekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Kauferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Kauferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikat(e) annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der Nettovermögenswert und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag vor dem Tag des Inkrafttretens der Kauferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikate(/s) sein. Dieser Wert wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Kauferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe des in der Kauferklärung erwähnten Aktienzertifikats zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen.

Nach der oben beschriebenen Zustellung der Kauferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate(/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Kauferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschliessen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Kauferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art. 10. Ermittlung des Nettovermögenswertes. Für die Bestimmung des Ausgabe- und Rücknahmepreises wird der Nettovermögenswert jedes Teilfonds periodisch von der Gesellschaft festgelegt. Die genaue Frequenz der Nettovermögenswertbestimmung wird im Verkaufsprospekt festgelegt. Ein solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt.

Der Nettovermögenswert jedes Teilfonds wird in der Währung des entsprechenden Teilfonds und auf eine Aktie des entsprechenden Teilfonds bezogen ausgedrückt und wird nach Vornahme der Bewertung gemäss nachfolgend aufgeführten Grundsätzen am entsprechenden Bewertungstag bestimmt, indem das auf den entsprechenden Teilfonds entfallende

Vermögen zu einem vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitpunkt abzüglich der dem betreffenden Teilfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten durch die Anzahl der zum Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des entsprechenden Teilfonds dividiert wird. Bei Teilfonds, für welche verschiedene Aktienklassen ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie gegebenenfalls für jede einzelne Aktienklasse ermittelt. Dabei wird der Nettovermögenswert eines jeden Teilfonds, welcher einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, durch die Anzahl der Aktien der jeweiligen Aktienklasse dividiert. Der Nettovermögenswert kann entsprechend dem Beschluss des Verwaltungsrates auf den nächsthöheren oder nächstniedrigeren Betrag in der entsprechenden Währung gerundet werden.

Das Nettovermögen der Gesellschaft ergibt sich aus Addition der Nettovermögen der Teilfonds.

Die Bewertung des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklassen richtet sich nach folgenden Kriterien:

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- a) alle flüssigen Mittel einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;
- b) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;
- c) alle Wertpapiere, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Fondsanteile, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- d) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können und vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Wertanpassungen im Hinblick auf die Kursschwankungen, die aus dem Handel Ex-Dividende oder ähnlichen Praktiken herrühren, vornehmen kann;
- e) angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;
- f) nicht abgeschriebene Gründungskosten;
- g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

a) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekanntesten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Derivate oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letzte verfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für diese Anlagen ist.

Bei Wertpapieren, Derivaten und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere, Derivate und anderen Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.

b) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, und für die kein adäquater Preis erhältlich ist, wird die Gesellschaft diese gemäss anderen, von ihr nach Treu und Glauben zu bestimmenden Grundsätzen auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.

c) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.

d) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden zu ihrem letztbekanntesten Nettoinventarwert bewertet.

e) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, werden auch Wertpapiere mit einer Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten nach den für Geldmarktinstrumenten gültigen Richtlinien bewertet.

f) Wertpapiere und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Teilfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, welcher von externen Kurslieferanten bezogen wird, bewertet.

g) Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

h) Der Wert der Tauschgeschäfte wird von der Gegenpartei des Swaps berechnet, ausgehend vom aktuellen Wert (Net Present Value) von allen Cashflows, sowohl In- wie Outflows. Diese Bewertungsmethode ist von der Gesellschaft anerkannt und vom Wirtschaftsprüfer geprüft.

i) Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, werden die Zinserträge der einzelnen Teilfonds bis einschliesslich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag in die Bewertung des Vermögens des jeweiligen Teilfonds einbezogen. Damit enthält der Inventarwert je Aktie am jeweiligen Bewertungstag die auf Valuta zwei Bewertungstage projizierten Zinserträge.

Die Gesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsprinzipien einheitlich für die Gesamtgesellschaftsguthaben und die Guthaben eines Teilfonds anzuwenden, falls die oben erwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzweckmässig erscheinen, dies um eine sachgerechte Bewertung des jeweiligen Teilfonds zu erreichen.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;
- b) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- c) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und vorgenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;
- d) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Gebühren an Anlageberater (Portfoliomanager) oder an das Anlagemanagement, an die Depotbank, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und bei Behörden und Börsen in jeglichem anderen Land, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Anzeigen- und Preisveröffentlichungskosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmässige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

3. Die Gesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Teilfonds und Aktienklassen wie folgt vornehmen:

- a) Sofern mehrere Aktienklassen für einen Teilfonds ausgegeben wurden, werden alle Vermögenswerte, welche auf jede Aktienklasse entfallen, gemeinsam gemäss der Anlagepolitik des Teilfonds investiert.
- b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds dieser Aktienklasse zugeteilt; der entsprechende Gegenwert wird den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Anteil am Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds erhöhen; Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Teilfonds zugeteilt.
- c) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Teilfonds zugeteilt.
- d) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder auf Grund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Teilfonds werden diesem Teilfonds zugerechnet.
- e) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Zahl der Teilfonds oder auf Basis des Nettovermögenswertes aller Aktienklassen des Teilfonds zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften nur für solche Verbindlichkeiten, die von dem betreffenden Teilfonds eingegangen werden.
- f) Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse vermindern den Nettovermögenswert dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse um den Ausschüttungsbetrag.

4. Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

- a) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgenommen werden sollen, gelten als Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;
- b) Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

c) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettovermögenswert ausgedrückt wird, werden auf der Grundlage der zum Bewertungszeitpunkt vorherrschenden Markt- und Devisenkurse bewertet.

d) Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

Art. 11. Zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien. Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien jedes Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils des jeweiligen Nettovermögens, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung das jeweilige Nettovermögen oder ein bedeutender Anteil davon lautet, - ausser an gewöhnlichen Feiertagen - geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind;

- wenn auf Grund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Gesellschaft liegen, eine sachdienliche Verfügung über das Gesellschaftsvermögen nicht möglich ist oder den Interessen der Aktionäre abträglich wäre;

- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettovermögenswertes angewandt wird oder wenn der Nettovermögenswert aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für die Gesellschaft undurchführbar werden.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode wird vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit veröffentlicht.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Hauptversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Hauptversammlung wird ausserdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Sollte die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates vor Ablauf des Mandats frei werden, werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig die freie Stelle neu besetzen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Ernennung bei der unmittelbar darauffolgenden Hauptversammlung treffen.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Hauptversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Hauptversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmässig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Ausser in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich erfolgen.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein.

Art. 14. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Art. 15. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 16. Übertragung der Vertretungsmacht. In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich Ergänzungen kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Unternehmensgegenstandes auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglieder des Verwaltungsrates noch Aktionäre sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager. Der Verwaltungsrat kann unter eigener Aufsicht und Verantwortung eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheidungen zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Aktionär, Verwaltungsratsmitglied oder Angestellter besitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Hauptversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschliesslich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmassnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Teilfonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss dem Gesetz von 2007 wahrnehmen.

D. Hauptversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Rechte der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft, unabhängig davon, an welchem Teilfonds die Aktionäre beteiligt sind. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Hauptversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 23. Verfahren der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Die ordentliche Hauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am 20. Mai um 10:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft statt. Die erste Hauptversammlung findet am 20. Mai 2008 statt.

Sofern der erwähnte Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Weitere, ausserordentliche Hauptversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu Hauptversammlungen werden Aktionären nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen sowie gegebenenfalls in weiteren vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen bekanntgemacht.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, ordnungsgemäss geladen sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Hauptversammlung ohne Bekanntmachung nach den vorstehenden Bestimmungen abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschliessen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Hauptversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Unabhängig von seinem jeweiligen Teilfonds und seiner jeweiligen Aktienklasse gibt jede volle Aktie ein Stimmrecht entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Entscheidungen, welche die Interesse aller Aktionäre der Gesellschaft betreffen, werden in der Hauptversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interesse der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds betreffen, werden in der Hauptversammlung des jeweiligen Teilfonds getroffen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 24. Hauptversammlung der Teilfonds. Die Aktionäre eines Teilfonds können jederzeit Hauptversammlungen abhalten, um über Sachverhalte zu entscheiden, die ausschliesslich den entsprechenden Teilfonds betreffen.

Die Bestimmungen aus Artikel 23 Absätze 1, 2, 6, 7, 8 und 9 sind auf solche Hauptversammlungen entsprechend anwendbar.

Jede volle Aktie berechtigt zu einer Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Soweit durch das Gesetz oder gegenwärtige Satzung nicht anders bestimmt, werden Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welche die Rechte der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds im Verhältnis zu den Rechten von Aktionären eines anderen Teilfonds umändern, werden den Aktionären dieses jeweiligen Teilfonds zur Beschlussfassung unterbreitet entsprechend den Bestimmungen des Artikels 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich entsprechender Änderungen.

Art. 25. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

Auflösung

Der Verwaltungsrat kann, nach Benachrichtigung der Inhaber von Aktien der entsprechenden Teilfonds, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds veranlassen, wenn der Gesamtwert des Nettovermögens dieses Teilfonds unter ein Niveau fällt, welches eine wirtschaftlich sinnvolle Geschäftsführung nicht mehr erlaubt und welches auf 10.000.000 EUR (oder dem Gegenwert in einer anderen Währung) geschätzt wird. Gleiches gilt soweit eine Veränderung der politischen oder wirtschaftlichen Bedingungen eine solche Auflösung rechtfertigt.

Aktionäre können unter Gewährleistung der Gleichbehandlung der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds kostenlos, vorbehaltlich der zu berücksichtigenden Liquidationskosten, die Rücknahme ihrer Aktien bis zum Tage des Inkrafttretens der Entscheidung weiterhin beantragen. Der Verwaltungsrat kann eine abweichende Regelung im Interesse der Aktionäre beschliessen.

Die nach Ende einer Liquidation verbleibenden, nicht ausgezahlten Vermögenswerte des Teilfonds, werden für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden diese Vermögenswerte im Namen

der Anspruchberechtigten öffentlichen Hinterlegungsstelle in Luxemburg (CAISSE DE CONSIGNATION) zugunsten der Berechtigten nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen hinterlegt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates kann die Hauptversammlung eines Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates das Gesellschaftskapital durch Annullierung ausgegebener Aktien an diesem Teilfonds herabsetzen und den Aktionären den Nettovermögenswert ihrer Aktien zurückerstatten. Dabei wird der Nettovermögenswert für den Tag berechnet, an welchem der Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung des erzielten Preises bei der Veräusserung der Vermögensanlagen sowie aller tatsächlich angefallener Kosten im Rahmen dieser Annullierung. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Aktionären des betreffenden Teilfonds wird der Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre über die Annullierung der Aktien oder des Verwaltungsrates über die Auflösung eines Teilfonds durch Veröffentlichung einer Mitteilung im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung bekanntgemacht. Darüber hinaus erfolgt, soweit nach den gesetzlichen Bestimmungen der Länder, in denen Aktien der Gesellschaft vertrieben werden, erforderlich, eine Bekanntmachung dieser Entscheidung in den Publikationsorganen der einzelnen Vertriebsländer.

Der Gegenwert der Nettovermögenswerte von annullierten Aktien, welche von den Aktionären nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, wird für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank und nach Ablauf dieser Frist, falls die annullierten Aktien auch bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, bei der Caisse des Consignations in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Verschmelzung

Nach Massgabe der vorstehend über die Auflösung eines Teilfonds aufgeführten Bedingungen ist der Verwaltungsrat ebenfalls berechtigt, die Annullierung von ausgegebenen Aktien eines Teilfonds und die Zuteilung von Aktien eines anderen Teilfonds oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen, zu beschliessen.

Unbeschadet dieser Befugnisse des Verwaltungsrates kann dieser Beschluss über die Verschmelzung ebenfalls durch die Hauptversammlung der betroffenen Aktionäre des Teilfonds gefasst werden. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst werden.

Den Aktionären wird der betreffende Beschluss nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen über die Auflösung eines Teilfonds bekanntgemacht.

Die betroffenen Aktionäre sind vor Inkrafttreten dieses Beschlusses während eines Monats ab Veröffentlichung des Beschlusses berechtigt, die kostenfreie Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettovermögenswert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühren) zu verlangen.

Aktien, deren Rücknahme nicht durch die betreffenden Aktionäre beantragt wurden, werden auf Basis des Nettovermögenswertes der jeweiligen betroffenen Teilfonds, der für den Tag berechnet wird, an welchem die Entscheidung wirksam wird, umgetauscht. Im Falle einer Zuteilung von Aktien an einem Organismus für gemeinsame Anlagen in der Rechtsform eines unselbständigen Sondervermögens (Fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für Aktionäre bindend, welche für diese Zuteilung gestimmt haben.

Sollte der Verwaltungsrat die Auflegung von garantierte Teilfonds beschliessen, kann deren Auflösung oder Verschmelzung nur nach Massgabe der in den Verkaufsunterlagen näher beschriebenen Bedingungen erfolgen.

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres, ausser dem ersten Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung beginnt und am 31. Dezember 2007 endet.

Art. 27. Ausschüttungen. Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Grenzen festgelegt.

Die Ausschüttung von Dividenden oder andere Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse unterliegt der vorherigen Beschlussfassung der Aktionäre dieses Teilfonds.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt. Damit die Ausschüttungen dem tatsächlichen Ertragsanspruch entsprechen, wird ein Ertragsausgleich errechnet.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen. Die Hauptversammlung kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates der Gesellschaft, im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisaktien vorsehen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 28. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschliesslich nachfolgender Ergänzungen abschliessen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2007.

Falls die Depotbank zurücktreten will, beauftragt der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten ein anderes Finanzinstitut, die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Daraufhin werden die Verwaltungsratsmitglieder dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank ernennen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die

Funktion der Depotbank zu beendigen, aber können der Depotbank nicht kündigen, ausser falls und bis eine neue Depotbank gemäss dieser Artikel ernannt ist, um an deren Stelle diese Funktion zu übernehmen.

Art. 29. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Hauptversammlung unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen in Artikel 31 festgelegt ist.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Hauptversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss ausserdem vom Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Hauptversammlung ohne Mehrheitserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien beschlossen werden.

Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Art. 30. Abwicklung. Die Abwicklung der Auflösung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Hauptversammlung ernannt, welche auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 31. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Hauptversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Ergänzungen.

Art. 32. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2007 in deren geltenden Fassung.

Die Erschienenen haben die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Aktionär	<i>Kapitalzeichnung</i>	
	Gezeichnetes und eingezahltes Kapital EUR	Aktienzahl
	UBS FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A.	30.000
UBS FUND HOLDING (SWITZERLAND) AG	1.000	10
Total:	31.000	310

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EUR 31.000 (einunddreissigtausend Euro) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf EUR 6.000 geschätzt.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf 5 (fünf) festgesetzt.

2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Thomas Rose, Managing Director, UBS AG, Basel und Zürich, Präsident;
- Jean-Paul Gennari, Managing Director, UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Vizepräsident;
- Hermann Kranz, Managing Director, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, Mitglied;
- Thomas Huber, Managing Director, UBS AG, Basel und Zürich; Mitglied;
- Max Philip Studer, Managing Director, UBS AG, Basel und Zürich; Mitglied;

3. Der Sitz der Gesellschaft ist in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

4. Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder wird auf ein Jahr festgesetzt und enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2008.

5. Die Versammlung bestellt PricewaterhouseCoopers S.à r.l, 400, route d'Esch L-1471 Luxemburg, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

6. Die Dauer des Mandats des Wirtschaftsprüfers wird auf ein Jahr festgesetzt und endet sofort nach der jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2008.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am Datum wie Eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung des Vorstehenden gegenüber den Erschienenen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben mit dem Notar die vorliegenden Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: A. Giel, M. Imwinkelried, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007. Relation: LAC/2007/18199. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Juli 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007086650/242/665.

(070096197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2007.

UBS Multi Manager Access II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 129.748.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am zehnten Juli.

Vor den unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) Die Aktiengesellschaft UBS FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., mit Sitz in Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Andreas Giel, geschäftsansässig in L-1150 Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 4. Juli 2007.

2) Die Aktiengesellschaft UBS FUND HOLDING (SWITZERLAND) AG, mit Sitz in Basel und Zürich, hier vertreten durch Frau Michaela Imwinkelried, geschäftsansässig in L-1150 Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Basel, am 5. Juli 2007.

Die Vollmachten, welche ne varietur durch alle Erschienenen und den unterzeichneten Notar unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigefügt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Registrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienenen, welche dem Notar namentlich bekannt sind, ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital (société d'investissement à capital variable) wie folgt zu beurkunden.

A. Firmenname, Sitz, Dauer und Unternehmensgegenstand

Art. 1. Firmenname. Es besteht eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») unter dem Namen UBS MULTI MANAGER ACCESS II.

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können durch Beschluss des Verwaltungsrates entweder im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass aussergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die aussergewöhnlichen Umstände geendet haben; solche provisorischen Massnahmen haben auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Unternehmensgegenstand. Ausschliesslicher Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und allen anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses

Unternehmensgegenstandes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne nach Massgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das «Gesetz von 2002»).

B. Gesellschaftskapital, Aktien, Nettovermögenswert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft ist in volleingezahlte Aktien ohne Nennwert eingeteilt und entspricht jederzeit dem Wert des in Absatz 8 definierten Gesamtnettovermögens («Gesamtnettovermögenswert»).

Gemäss Artikel 7 ausgegebene Aktien können durch Beschluss des Verwaltungsrates in verschiedene Aktienklassen unterteilt werden.

Der Verwaltungsrat kann innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen mit spezifischen Merkmalen ausgeben, zum Beispiel mit (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik, wie ausschüttende oder kapitalisierende Aktien oder (ii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Ausgabe und Rücknahme oder (iii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Anlage- oder Beratungsgebühr oder (iv) mit verschiedenen Rechnungswährungen sowie mit anderen spezifischen Merkmalen, welche zur gegebenen Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden werde.

Der Verwaltungsrat wird für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen Vermögenseinheiten als Teilfonds («compartiments») im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes von 2002 bilden.

Das Gründungskapital beträgt 31.000 EUR (einunddreissigtausend EURO) und ist in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt, welche dem Teilfonds UBS MULTI MANAGER ACCESS II - EUROPEAN MULTI CREDIT angehören. Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe von Aktien von Teilfonds werden in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten entsprechend der für den jeweiligen Teilfonds durch den Verwaltungsrat festgelegten Anlagepolitik und im Einklang mit den durch das Gesetz von 2002 oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegten Anlagebeschränkungen angelegt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt EUR 1.250.000 (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft durch die Aufsichtsbehörde zu erreichen.

Um das Kapital der Gesellschaft zu bestimmen, wird das Nettovermögen, welches gemäss Artikel 10 dieser Satzung bestimmt wird und einem Teilfonds zuzurechnen ist, falls es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgerechnet und das Gesellschaftskapital entspricht jederzeit der Gesamtheit der Nettovermögen sämtlicher Teilfonds («Gesamtnettovermögen»).

Art. 6. Aktien. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Aktien als Namensaktien oder in Inhaberform ausgeben wird. Falls Inhabertifikate einer Aktienklasse eines Teilfonds ausgegeben werden, legt der Verwaltungsrat die entsprechende Stückelung fest. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Eine oder beide dieser Unterschriften können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates per Faksimile erstellt werden. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in einer Form ausgeben, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt.

Alle Namensaktien der Gesellschaft sind in das Aktienregister einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensaktien, seinen Wohnort oder eine sonstige mit der Gesellschaft vereinbarte Anschrift, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie deren Nummern und den Teilfonds und die Aktienklasse dieser Aktien beinhalten. Jede Übertragung oder sonstiger Rechtsübergang einer Namensaktie ist in das Aktienregister einzutragen.

Die Eintragung in das Aktienregister belegt das Eigentum an den Namensaktien. Die Gesellschaft bestimmt, ob ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt wird, oder ob der Aktionär eine schriftliche Aktienbestätigung erhält.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Übergabe des Aktienzertifikats oder der Aktienzertifikate (falls solche ausgestellt wurden) an die Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender Weise die Übertragung belegen, oder durch eine Übertragungserklärung, welche im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht haben, unterzeichnet und datiert werden.

Falls eine Aktie auf den Namen von mehreren Personen eingetragen ist, gilt der erste im Register eingetragene Aktionär als Bevollmächtigter sämtlicher anderer Miteigentümer und ist als einziger berechtigt, Mitteilungen seitens der Gesellschaft zu erhalten.

Im Fall von Inhaberaktien ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber und, im Fall von Namensaktien, die Person, auf deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, als den vollberechtigten Eigentümer der Aktien anzusehen. Die Gesellschaft kann im Rahmen sämtlicher, diese Aktien betreffenden Massnahmen ausschliesslich den vorerwähnten, keinesfalls aber dritten Personen gegenüber verpflichtet werden. Sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüche von anderen als den in Satz 1 erwähnten Personen hinsichtlich dieser Aktien als nicht bestehend anzusehen; dies schliesst jedoch nicht das Recht einer dritten Person aus, die ordnungsgemässe Eintragung einer Namensaktie oder eine Änderung dieser Eintragung zu verlangen.

Falls ein Aktionär keine Adresse angibt, wird dies im Aktienregister vermerkt und als Adresse dieses Aktionärs gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Aktienregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Aktienzertifikat(e) verlegt, gestohlen oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen welche allenfalls Sicherheiten vorsehen, eine Zweitausfertigung seines/seiner Aktienzertifikate(/s). Insofern es durch die anwendbaren Gesetze vorgeschrieben oder erlaubt ist und so wie es die Gesellschaft unter Berücksichtigung dieser Gesetze festgelegt hat, können diese Bedingungen eine von einer Versicherungsgesellschaft abgeschlossene Versicherung einschliessen. Bei der Ausgabe von neuen Aktienzertifikaten, auf welchen vermerkt werden muss, dass es sich um Zweitausfertigungen handelt, wird/werden die Originalurkunde(n), für welche die neue(n) Urkunde(n) ausgestellt wird/werden, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anweisung der Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden der Gesellschaft übergeben und unmittelbar annulliert.

Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Aktionär mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Aktienzertifikats und mit den Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der alten Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Aktienklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberaktien werden ausschliesslich Aktienzertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist jederzeit in vollem Umfang berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an jedem vom Verwaltungsrat gemäss den Bestimmungen der Verkaufsprospekts festgelegten Geschäftstag und werden zum entsprechenden Bewertungstag gemäss Artikel 10 abgewickelt. Ausgabepreis für eine Aktie ist der für jeden Teilfonds und jede entsprechende Aktienklasse gemäss Artikel 10 ermittelte Nettovermögenswert pro Aktie zuzüglich der etwaigen für den jeweiligen Teilfonds und die jeweilige Aktienklasse durch den Verwaltungsrat festgelegten Kosten und Provisionen. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem betreffenden Geschäftstag zahlbar. Der Verwaltungsrat kann in seinem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Naturalzeichnungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sacheinlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft geprüft. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Anlegers.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe für jeden Teilfonds und jede Aktienklasse beschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass Aktien ausschliesslich innerhalb einer bestimmten Frist ausgegeben werden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien von einem/r, mehreren oder allen Teilfonds und Aktienklassen auszusetzen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich zurück erstatten.

Sollte die Ermittlung des Nettovermögenswertes eines Teilfonds von der Gesellschaft auf Grund des Artikels 11 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Aktien des betreffenden Teilfonds ausgegeben.

Zum Zweck der Ausgabe von neuen Aktien kann der Verwaltungsrat jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung entgegenzunehmen sowie die Aktien auszuliefern.

Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär der Gesellschaft kann die Gesellschaft an jedem in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien an der Gesellschaft zurückzunehmen. In diesem Fall wird die Gesellschaft die Aktien, unter Berücksichtigung der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen sowie unter dem Vorbehalt der in Artikel 11 dieser Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rücknahme durch die Gesellschaft zurückzunehmen. Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält einen Rücknahmepreis, welcher auf Grundlage des entsprechenden Nettovermögenswertes berechnet wird und zwar im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und denjenigen dieser Satzung und nach Massgabe den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen.

Ein Rücknahmeantrag muss durch den Aktionär in unwiderruflicher schriftlicher Weise am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei Geschäftsstellen von einer von der Gesellschaft bestimmten Person (oder Institution) gestellt werden. Im Fall von Aktien, für welche Zertifikate ausgegeben wurden, müssen die Aktienzertifikate mit dem Rücknahmeantrag formgerecht eingehen, unter Beifügung etwaiger Erneuerungsscheine und sämtlicher nicht fälligen Gewinnanteilscheine (im Falle von Inhaberaktien) oder eines der Gesellschaft genügenden Nachweises der Übertragung oder des Überschreibens der Aktien, im Fall von Namensaktien.

Vom Nettovermögenswert kann eine Kommission zu Gunsten der Gesellschaft oder der Vertriebsstelle und ein weiterer Betrag abgezogen werden, welcher die geschätzten Kosten und Ausgaben ausmacht, die der Gesellschaft bei einer Realisierung von Vermögenswerten in der betroffenen Vermögensmasse entstehen könnten, um das Rücknahmegesuch zu finanzieren (diese Kommission, zusammen mit dem Schätzbetrag, darf nicht mehr als drei Prozent des Nettovermögenswertes betragen).

Der Rücknahmepreis ist in der Währung, auf welche die Aktien des betreffenden Teilfonds lauten oder in einer anderen, gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgesetzten Währung innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem entsprechenden, in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag bzw. nach dem Tag zu zahlen, an welchem die Aktienzertifikate und sonstigen eventuellen Ubertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind, je nachdem, welches das spätere Datum ist, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 dieser Satzung.

Bei massiven Rucknahmegesuchen kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschliessen, ein Rücknahmegesuch erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Mit Zustimmung des betroffenen Aktionärs, kann der Verwaltungsrat (unter Beachtung des Prinzips der gleichen Behandlung der Aktionäre) Rucknahmegesuche ganz oder teilweise in Natura auszuführen, durch Zuteilung an den betroffenen Aktionär von Anlagewerten aus dem betroffenen Teilfondsportfolio, die dem Nettovermögenswert der ruckzunehmenden Aktien entsprechen, wie im Verkaufsprospekt weiter beschrieben.

Jeder Aktionär kann auf Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds zu dem jeweiligen, für den betreffenden Teilfonds festgelegten Nettovermögenswert beantragen. Unter Vorbehalt der unten aufgeführten Bestimmungen, finden die für Aktienrucknahmen gültigen Bestimmungen Anwendung. Der Nettovermögenswert kann gegebenenfalls durch etwaige anfallende Kosten und durch Auf- und Abrunden entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrats berichtigt werden. Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines Teilfonds können nicht in eine andere Aktienklasse des gleichen oder eines anderen Teilfonds umgetauscht werden, es sei denn der Verwaltungsrat hätte eine andere Entscheidung getroffen, welche in den Verkaufsunterlagen beschrieben wird. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Anträge auf Umtausch Einschränkungen auferlegen und für den Umtausch eine nach freiem Ermessen im Interesse der Gesellschaft festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

Art. 9. Beschränkungen. Falls an einem Handelstag die Summe der Ausgabe- und Rücknahmeanträge aller Aktienklassen eines Teilfonds zu einem Nettokapitalzufluss oder -abfluss führt, kann der Nettovermögenswert des Aktienklassen für den betreffenden Handelstag angepasst werden. Die maximale Anpassung kann sich auf bis zu 1% des Nettovermögenswertes (vor der Anpassung) belaufen. Berücksichtigt werden können sowohl die geschätzten Transaktionskosten und anfallenden Steuern, die dem Teilfonds belastet werden können, als auch die geschätzte Geld-/Briefspanne der Vermögenswerte in die der Teilfonds investiert, können in Betracht gezogen werden. Diese Anpassung wird zu einer Erhöhung des Nettovermögenswertes im Fall eines Nettokapitalzuflusses in den betroffenen Teilfonds führen. Sie wird zu einer Verminderung des Nettovermögenswertes im Falle eines Nettokapitalabflusses aus dem betroffenen Teilfonds führen. Der Verwaltungsrat kann einen Schwellenwert für jeden Teilfonds festlegen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem Handelstag im Verhältnis zum Nettovermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des betroffenen Teilfonds bestehen. Eine Anpassung des Nettovermögenswertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem gegebenen Handelstag überschritten wird.

Die Gesellschaft ist berechtigt, in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft näher beschriebene Massnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass bei Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Aktien der Gesellschaft keine als «Market-Timing» und/oder als «Late Trading» bekannte Geschäftspraktiken im Hinblick auf Anlagen in die Gesellschaft erfolgen.

Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoss gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft fremden Steuergesetzen unterworfen wird. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an Personen übertragen wird, welche vom Eigentum an Aktien ausgeschlossen sind oder Aktien in einem Umfang halten, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht («nicht berechtigte Personen»);

b) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktien-Übertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer nicht berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht berechtigten Person führt; und

c) es ablehnen, bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht berechtigten Person anzuerkennen;

d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht berechtigte Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär für die nicht berechtigte Person gehalten werden, zurückzunehmen oder falls eine nicht berechtigte Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise vom Aktionär alle von diesem gehaltenen Aktien zurücknehmen. Dies geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird),

in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers.

Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letztbekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Käuferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Käuferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Käuferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikat(e) annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der Nettovermögenswert und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag vor dem Tag des Inkrafttretens der Käuferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Käuferklärung aufgeführten Aktienzertifikate(/s) sein. Dieser Wert wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Käuferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe des in der Käuferklärung erwähnten Aktienzertifikats zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen.

Nach der oben beschriebenen Zustellung der Käuferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate(/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Käuferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschliessen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Käuferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art.10. Ermittlung des Nettovermögenswertes. Für die Bestimmung des Ausgabe- und Rücknahmepreises wird der Nettovermögenswert jedes Teilfonds periodisch von der Gesellschaft festgelegt. Die genaue Frequenz der Nettovermögenswertbestimmung wird im Verkaufsprospekt festgelegt. Ein solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt.

Der Nettovermögenswert jedes Teilfonds wird in der Währung des entsprechenden Teilfonds und auf eine Aktie des entsprechenden Teilfonds bezogen ausgedrückt und wird nach Vornahme der Bewertung gemäss nachfolgend aufgeführten Grundsätzen am entsprechenden Bewertungstag bestimmt, indem das auf den entsprechenden Teilfonds entfallende Vermögen zu einem vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitpunkt abzüglich der dem betreffenden Teilfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten durch die Anzahl der zum Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des entsprechenden Teilfonds dividiert wird. Bei Teilfonds, für welche verschiedene Aktienklassen ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie gegebenenfalls für jede einzelne Aktienklasse ermittelt. Dabei wird der Nettovermögenswert eines jeden Teilfonds, welcher einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, durch die Anzahl der Aktien der jeweiligen Aktienklasse dividiert. Der Nettovermögenswert kann entsprechend dem Beschluss des Verwaltungsrates auf den nächsthöheren oder nächstniedrigeren Betrag in der entsprechenden Währung gerundet werden.

Das Nettovermögen der Gesellschaft ergibt sich aus Addition der Nettovermögen der Teilfonds.

Die Bewertung des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklassen richtet sich nach folgenden Kriterien:

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- a) alle flüssigen Mittel einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;
- b) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;
- c) alle Wertpapiere, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Fondsanteile, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- d) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können und vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Wertanpassungen im Hinblick auf die Kursschwankungen, die aus dem Handel Ex-Dividende oder ähnlichen Praktiken herrühren, vornehmen kann;
- e) angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;

f) nicht abgeschriebene Gründungskosten;

g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

a) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekannten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Derivate oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letzt verfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für diese Anlagen ist.

Bei Wertpapieren, Derivaten und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere, Derivate und anderen Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letzt verfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.

b) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, und für die kein adäquater Preis erhältlich ist, wird die Gesellschaft diese gemäss anderen, von ihr nach Treu und Glauben zu bestimmenden Grundsätzen auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.

c) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.

d) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden zu ihrem letztbekannten Nettoinventarwert bewertet.

e) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbiskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Marktrenditen.

Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, werden auch Wertpapiere mit einer Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten nach den für Geldmarktinstrumenten gültigen Richtlinien bewertet.

f) Wertpapiere und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Teilfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, welcher von externen Kurslieferanten bezogen wird, bewertet.

g) Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

h) Der Wert der Tauschgeschäfte wird von der Gegenpartei des Swaps berechnet, ausgehend vom aktuellen Wert (Net Present Value) von allen Cashflows, sowohl In- wie Outflows. Diese Bewertungsmethode ist von der Gesellschaft anerkannt und vom Wirtschaftsprüfer geprüft.

i) Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, werden die Zinserträge der einzelnen Teilfonds bis einschliesslich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag in die Bewertung des Vermögens des jeweiligen Teilfonds einbezogen. Damit enthält der Inventarwert je Aktie am jeweiligen Bewertungstag die auf Valuta zwei Bewertungstage projizierten Zinserträge.

Die Gesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsprinzipien einheitlich für die Gesamtgesellschaftsguthaben und die Guthaben eines Teilfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzumutbar erscheinen, dies um eine sachgerechte Bewertung des jeweiligen Teilfonds zu erreichen.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

a) sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;

b) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

c) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und vorgenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

d) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Gebühren an Anlageberater (Portfoliomanager) oder an das Anlagemanagement, an die Depotbank, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und bei Behörden und Börsen in jeglichem anderen Land, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts-

und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Anzeigen- und Preisveröffentlichungskosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmässige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

3. Die Gesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Teilfonds und Aktienklassen wie folgt vornehmen:

a) Sofern mehrere Aktienklassen für einen Teilfonds ausgegeben wurden, werden alle Vermögenswerte, welche auf jede Aktienklasse entfallen, gemeinsam gemäss der Anlagepolitik des Teilfonds investiert.

b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds dieser Aktienklasse zugeteilt; der entsprechende Gegenwert wird den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Anteil am Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds erhöhen; Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Teilfonds zugeteilt.

c) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Teilfonds zugeteilt.

d) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder auf Grund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Teilfonds werden diesem Teilfonds zugerechnet.

e) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Zahl der Teilfonds oder auf Basis des Nettovermögenswertes aller Aktienklassen des Teilfonds zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften nur für solche Verbindlichkeiten, die von dem betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

f) Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse vermindern den Nettovermögenswert dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse um den Ausschüttungsbetrag.

4. Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

a) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgenommen werden sollen, gelten als Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

c) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettovermögenswert ausgedrückt wird, werden auf der Grundlage der zum Bewertungszeitpunkt vorherrschenden Markt- und Devisenkurse bewertet.

d) Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

Art. 11. Zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien

Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien jedes Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils des jeweiligen Nettovermögens, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung das jeweilige Nettovermögen oder ein bedeutender Anteil davon lautet, - ausser an gewöhnlichen Feiertagen - geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind;

- wenn auf Grund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Gesellschaft liegen, eine sachdienliche Verfügung über das Gesellschaftsvermögen nicht möglich ist oder den Interessen der Aktionäre abträglich wäre;

- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettovermögenswertes angewandt wird oder wenn der Nettovermögenswert aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für die Gesellschaft undurchführbar werden.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode wird vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit veröffentlicht.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Hauptversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Hauptversammlung wird ausserdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Sollte die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates vor Ablauf des Mandats frei werden, werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig die freie Stelle neu besetzen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Ernennung bei der unmittelbar darauffolgenden Hauptversammlung treffen.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Hauptversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Hauptversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmässig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Ausser in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich erfolgen.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein.

Art. 14. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Art. 15. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 16. Übertragung der Vertretungsmacht. In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich Ergänzungen kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der

Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Unternehmensgegenstandes auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglieder des Verwaltungsrates noch Aktionäre sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager. Der Verwaltungsrat kann unter eigener Aufsicht und Verantwortung eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheidungen zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Aktionär, Verwaltungsmittglied oder Angestellter besitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Hauptversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschliesslich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmassnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Teilfonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss dem Gesetz von 2002 wahrnehmen.

D.- Hauptversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Rechte der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft, unabhängig davon, an welchem Teilfonds die Aktionäre beteiligt sind. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Hauptversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 23. Verfahren der Hauptversammlung. Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Die ordentliche Hauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am 15. November um 12.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft statt. Die erste Hauptversammlung findet am 15. November 2008 statt.

Sofern der erwähnte Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Weitere, ausserordentliche Hauptversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu Hauptversammlungen werden Aktionären nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen sowie gegebenenfalls in weiteren vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen bekannt gemacht.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, ordnungsgemäss geladen sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Hauptversammlung ohne Bekanntmachung nach den vorstehenden Bestimmungen abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschliessen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Hauptversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Unabhängig von seinem jeweiligen Teilfonds und seiner jeweiligen Aktienklasse gibt jede volle Aktie ein Stimmrecht entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Entscheidungen, welche die Interesse aller Aktionäre der Gesellschaft betreffen, werden in der Hauptversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interesse der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds betreffen, werden in der Hauptversammlung des jeweiligen Teilfonds getroffen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 24. Hauptversammlung der Teilfonds. Die Aktionäre eines Teilfonds können jederzeit Hauptversammlungen abhalten, um über Sachverhalte zu entscheiden, die ausschliesslich den entsprechenden Teilfonds betreffen.

Die Bestimmungen aus Artikel 23 Absätze 1, 2, 6, 7, 8 und 9 sind auf solche Hauptversammlungen entsprechend anwendbar.

Jede volle Aktie berechtigt zu einer Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Soweit durch das Gesetz oder gegenwärtige Satzung nicht anders bestimmt, werden Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welche die Rechte der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds im Verhältnis zu den Rechten von Aktionären eines anderen Teilfonds umändern, werden den Aktionären dieses jeweiligen Teilfonds zur Beschlussfassung unterbreitet entsprechend den Bestimmungen des Artikels 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich entsprechender Änderungen.

Art. 25. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.

Auflösung

Der Verwaltungsrat kann, nach Benachrichtigung der Inhaber von Aktien der entsprechenden Teilfonds, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds veranlassen, wenn der Gesamtwert des Nettovermögens dieses Teilfonds unter ein Niveau fällt, welches eine wirtschaftlich sinnvolle Geschäftsführung nicht mehr erlaubt und welches auf 10.000.000 EUR (oder dem Gegenwert in einer anderen Währung) geschätzt wird. Gleiches gilt soweit eine Veränderung der politischen oder wirtschaftlichen Bedingungen eine solche Auflösung rechtfertigt.

Aktionäre können unter Gewährleistung der Gleichbehandlung der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds kostenlos, vorbehaltlich der zu berücksichtigenden Liquidationskosten, die Rücknahme ihrer Aktien bis zum Tage des Inkrafttretens der Entscheidung weiterhin beantragen. Der Verwaltungsrat kann eine abweichende Regelung im Interesse der Aktionäre beschließen.

Die nach Ende einer Liquidation verbleibenden, nicht ausgezahlten Vermögenswerte des Teilfonds, werden für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden diese Vermögenswerte im Namen der Anspruchsberechtigten öffentlichen Hinterlegungsstelle in Luxemburg (Caisse des Consignations) zugunsten der Berechtigten nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen hinterlegt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates kann die Hauptversammlung eines Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates das Gesellschaftskapital durch Annullierung ausgegebener Aktien an diesem Teilfonds herabsetzen und den Aktionären den Nettovermögenswert ihrer Aktien zurückerstatten. Dabei wird der Nettovermögenswert für den Tag berechnet, an welchem der Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung des erzielten Preises bei der Veräusserung der Vermögensanlagen sowie aller tatsächlich angefallener Kosten im Rahmen dieser Annullierung. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Aktionären des betreffenden Teilfonds wird der Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre über die Annullierung der Aktien oder des Verwaltungsrates über die Auflösung eines Teilfonds durch Veröffentlichung einer Mitteilung im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung bekanntgemacht. Darüber hinaus erfolgt, soweit nach den gesetzlichen Bestimmungen der Länder, in denen Aktien der Gesellschaft vertrieben werden, erforderlich, eine Bekanntmachung dieser Entscheidung in den Publikationsorganen der einzelnen Vertriebsländer.

Der Gegenwert der Nettovermögenswerte von annullierten Aktien, welche von den Aktionären nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, wird für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank und nach Ablauf dieser Frist, falls die annullierten Aktien auch bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, bei der «Caisse des Consignations» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Verschmelzung

Nach Massgabe der vorstehend über die Auflösung eines Teilfonds aufgeführten Bedingungen ist der Verwaltungsrat ebenfalls berechtigt, die Annullierung von ausgegebenen Aktien eines Teilfonds und die Zuteilung von Aktien eines anderen Teilfonds oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen, zu beschliessen.

Unbeschadet dieser Befugnisse des Verwaltungsrates kann dieser Beschluss über die Verschmelzung ebenfalls durch die Hauptversammlung der betroffenen Aktionäre des Teilfonds gefasst werden. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst werden.

Den Aktionären wird der betreffende Beschluss nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen über die Auflösung eines Teilfonds bekanntgemacht.

Die betroffenen Aktionäre sind vor Inkrafttreten dieses Beschlusses während eines Monats ab Veröffentlichung des Beschlusses berechtigt, die kostenfreie Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettovermögenswert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühren) zu verlangen.

Aktien, deren Rücknahme nicht durch die betreffenden Aktionäre beantragt wurden, werden auf Basis des Nettovermögenswertes der jeweiligen betroffenen Teilfonds, der für den Tag berechnet wird, an welchem die Entscheidung wirksam wird, umgetauscht. Im Falle einer Zuteilung von Aktien an einem Organismus für gemeinsame Anlagen in der Rechtsform eines unselbständigen Sondervermögens (Fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für Aktionäre bindend, welche für diese Zuteilung gestimmt haben.

Sollte der Verwaltungsrat die Auflegung von garantierte Teilfonds beschliessen, kann deren Auflösung oder Verschmelzung nur nach Massgabe der in den Verkaufsunterlagen näher beschriebenen Bedingungen erfolgen.

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am 1. August und endet am 31. Juli des folgenden Jahres, ausser dem ersten Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung beginnt und am 31. Juli 2008 endet.

Art. 27. Ausschüttungen. Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Grenzen festgelegt.

Die Ausschüttung von Dividenden oder andere Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse unterliegt der vorherigen Beschlussfassung der Aktionäre dieses Teilfonds.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt. Damit die Ausschüttungen dem tatsächlichen Ertragsanspruch entsprechen, wird ein Ertragsausgleich errechnet.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen. Die Hauptversammlung kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates der Gesellschaft, im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisaktien vorsehen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 28. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschliesslich nachfolgender Ergänzungen abschliessen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2002.

Falls die Depotbank zurücktreten will, beauftragt der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten ein anderes Finanzinstitut, die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Daraufhin werden die Verwaltungsratsmitglieder dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank ernennen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber können der Depotbank nicht kündigen, ausser falls und bis eine neue Depotbank gemäss dieser Artikel ernannt ist, um an deren Stelle diese Funktion zu übernehmen.

Art. 29. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Hauptversammlung unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen in Artikel 31 festgelegt ist.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Hauptversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss ausserdem vom Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Hauptversammlung ohne Mehrheitserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien beschlossen werden.

Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Art. 30. Abwicklung. Die Abwicklung der Auflösung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Hauptversammlung ernannt, welche auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 31. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Hauptversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Ergänzungen.

Art. 32. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2002 in deren geltenden Fassung.

Die Erschienenen haben die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Aktionär	<i>Kapitalzeichnung</i>	Gezeichnetes und eingezahltes Kapital	Aktienzahl
UBS FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A.		EUR 30.000	300
UBS FUND HOLDING (SWITZERLAND) AG		EUR 1.000	10
Total:		EUR 31.000	310

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EUR 31.000 (einunddreissigtausend euro) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf EUR 6.000 geschätzt.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf 5 (fünf) festgesetzt.
2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - Thomas Rose, Managing Director, UBS AG, Basel und Zürich, Präsident;
 - Jean-Paul Gennari, Managing Director, UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 291 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Vizepräsident;
 - Hermann Kranz, Managing Director, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, Mitglied;
 - Thomas Huber, Managing Director, UBS AG, Basel und Zürich; Mitglied;
 - Max Philip Studer, Managing Director, UBS AG, Basel und Zürich; Mitglied;
3. Der Sitz der Gesellschaft ist in 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
4. Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder wird auf ein Jahr festgesetzt und enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2008.
5. Die Versammlung bestellt PricewaterhouseCoopers S.à r.l., L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.
6. Die Dauer des Mandats des Wirtschaftsprüfers wird auf ein Jahr festgesetzt und endet sofort nach der jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2008.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am Datum wie Eingangs erwähnt zu Luxembourg.

Und nach Vorlesung des Vorstehenden gegenüber den Erschienenen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben mit dem Notar die vorliegenden Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: A. Giel, M. Inwinkelried, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007, Relation: LAC/2007/18198. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 19. Juli 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007086651/242/665.

(070096196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2007.

Larene S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 90.396.

Yermad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 90.404.

L'an deux mille sept, le neuf août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Monsieur Pierre Mestdagh, employé privé, résidant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, agissant:

- en tant que mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme LARENE S.A. ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 90.396, constituée sous forme d'une société anonyme au sens de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales suivant acte reçu par le notaire Maître Frank Baden, en date du 4 décembre 2002 publié au Mémorial C numéro 105 du 3 février 2003 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, prénommé, en date du 19 juillet 2007,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en date du 20 juillet 2007;

un exemplaire des décisions du Conseil d'Administration prises par voie circulaire restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

- en tant que mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme YERMAD S.A., ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 90.404, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, le 4 décembre 2002, publié au Recueil du Mémorial C numéro 108 du 4 février 2003 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Marthe Thyès-Walch en date du 11 novembre 2003, publié au Recueil du Mémorial C numéro 1307 du 9 décembre 2003,

en vertu d'un pouvoir conféré par décision du Conseil d'Administration, prise en date du 20 juillet 2007;

un exemplaire des décisions du Conseil d'Administration prises par voie circulaire restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter comme suit dans la forme authentique le projet de fusion entre la société LARENE S.A. et la société YERMAD S.A.:

1. Que la société LARENE S.A. détient la totalité des 3.200 (trois mille deux cents) actions représentant l'intégralité du capital social de EUR 32.000,- (trente-deux mille euros) de la société YERMAD S.A.

2. Que la société LARENE S.A. entend fusionner avec la société YERMAD S.A par absorption de cette dernière.

3. Que la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies par la société absorbante, a été fixée au 29 septembre 2007 soit un mois après la date de publication du projet de fusion au Mémorial.

4. Qu'aucun avantage particulier n'est accordé aux administrateurs ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

5. Que la fusion prendra effet entre parties un mois après publication du présent projet de fusion au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. Que les actionnaires de LARENE S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et un état comptable arrêté au 19 juillet 2007. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais sur simple demande.

7. Que les actionnaires de YERMAD S.A. sont en droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège social de la société, des documents tels que déterminés à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à savoir: le projet de fusion, les comptes annuels et un état comptable arrêté au 19 juillet 2007. Une copie de ces documents peut être obtenue par tout actionnaire sans frais sur simple demande.

8. Qu'un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à statuer sur l'approbation de la fusion.

9. Qu'à défaut de convocation d'une assemblée ou de rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales.

10. Que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société absorbée prennent fin à la date de la fusion et que décharge est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société absorbée.

11. Que la société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la cession de tous les avoirs et obligations de la société absorbée.

12. Que les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Mestdagh, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007. Relation: LAC/2007/22216. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Luxembourg, le 10 août 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007090795/242/78.

(070108776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

Tishman Speyer Management (TSEC) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 130.284.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the ninth of July.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

TISHMAN SPEYER INVESTMENTS (TSEC), L.L.C., a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware (USA), having its registered office at 45, Rockefeller Plaza, New York, NY 10111, USA, registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4374133

here represented by Mr Régis Galiotto, lawyer, with professional address at 15 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, by virtue of a proxy established on July 6th, 2007.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which is hereby incorporated:

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of TISHMAN SPEYER MANAGEMENT (TSEC) S.à r.l. (the Company).

Art. 2. Corporate object. The corporate objects of the Company are the creation, the administration and the management of undertakings for collective investment subject to the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the Funds) and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the Funds, as the case may be.

The Company shall manage any activities connected with the management, administration and promotion of the Funds. It may on behalf of the Funds, enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, process to any registrations and transfers into its own name, or in third parties names, in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, and exercise on behalf of the Funds and the holders of the Funds' units or shares, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the Funds' assets. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Company may also manage its own activities and assets on an ancillary basis, carry on any activities linked directly or indirectly and deemed useful for the accomplishment of its object, remaining however within the limitations set forth by the act dated 20 December 2002 concerning undertakings for collective investment, as amended and provided that the Company will, in no event, provide its services to undertakings for collective investment that are not subject to the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds. The Company may hold a participation in the Funds.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder(s). It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 125,000.- (one hundred twenty-five thousand Euro), represented by 125 (one hundred twenty-five) shares having a nominal value of EUR 1,000.- (one thousand Euro) per share each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles the owner thereof to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by a board of managers composed of at least three managers divided into two categories, denominated «Category A Managers» and «Category B Managers» respectively. The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The majority of the board of managers shall be (a) non-resident in the United Kingdom (the UK) for UK tax purposes and shall not be based full-time in the UK or (b) non-resident in the United States (the US) for US tax purposes and shall not be based full-time in the US. For the avoidance of doubt, the foregoing shall not be a cumulative test.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting. The chairman shall not be resident in the UK for UK tax purposes and shall not be based full-time in the UK.

The managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with. Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the board of managers.

Any Category A Manager and Category B Manager acting jointly may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only (a) if at least one of its members is present or represented and (b) if the majority of the members present or represented are not tax-resident in the UK nor based full-time in the UK. All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg. Any decisions taken by the board of managers require a simple majority. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

Written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy, provided that no person who is tax-resident in the UK or based full time in the UK may be appointed as a proxy. Any manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager provided that no resolution shall be effective if signed by a manager physically present in the UK at the time of signing or in any other jurisdiction specified from time to time by the board of managers. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with these articles of association as well as the applicable provisions of the Companies Act.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting, provided that the general meeting shall never be held in the UK.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders provided that no resolution shall be effective if signed by a shareholder physically present in the UK at the time of signing or in any other jurisdiction specified from time to time by the general meeting of shareholders.

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. The operations of the Company shall be supervised by an independent external auditor (réviseur d'entreprises) appointed by the general meeting of the shareholders which shall fix its remuneration, and term of office; such office not to exceed six (6) years.

The independent external auditor may be re-elected and removed at any time.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and Payment

All 125 (one hundred twenty-five) shares have been subscribed by TISHMAN SPEYER INVESTMENTS (TSEC), L.L.C., prenamed.

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of EUR 125,000.- (one hundred twenty-five thousand Euro) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December 2007.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,000.- (two thousand Euro).

Extraordinary General Meeting

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1. the number of managers is set at 4 (four). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

Category A Managers:

- Mr Paul Anthony Galiano, Senior Managing Director, born on 9 March 1965 in New York (United States of America), residing at 210, Navajo Court, Morganville, NJ 07751, United States of America;

- Mr Bernard Penaud, Managing Director, born on 10 December 1965 in Brive-La-Gaillarde, France, with professional address at 125, avenue des Champs Elysées, Paris, France, 75008;

- Ms Geraldine Copeland-Wright, Managing Director, General Counsel - Europe, born on 25 March 1971, in Leeds (United Kingdom), with professional address at St Catherine's House, 14 Kingsway, London WC2B 6LH, United Kingdom;

Category B Manager:

- Mr Marcel Stephany, Company Director, born on 4 September 1951 in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), residing at 23, Cité Aline Mayrisch, L7268 Bereldange, Grand Duchy of Luxembourg.

2. the meeting appoints DELOITTE SA, having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, as external auditor (réviseur d'entreprises) of the Company with a term of office expiring after the general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2008.

3. the registered office is established at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof, We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder(s) of the appearing party, the proxyholder(s) of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le neuf juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TISHMAN SPEYER INVESTMENTS (TSEC) L.L.C., une société établie sous le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son principal siège d'activité au 45 Rockefeller Plaza, New York, NY 10111, United States of America, enregistré auprès du «Secretary of State of the State of Delaware» sous le numéro 4374133,

ici représentée par Monsieur Régis Galiotto, juriste, ayant son adresse professionnelle au 15 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 6 juillet 2007.

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de TISHMAN SPEYER MANAGEMENT (TSEC) S.à r.l. (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est la création, l'administration et la gestion des organismes de placement collectif soumis à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 relative au fonds d'investissement spécialisés (les Fonds) et l'émission de certificats ou de confirmations co-propriété non-partagée dans des Fonds, selon le cas.

La Société gèrera toute activité liée à la gestion, l'administration et la promotion des Fonds. Elle peut pour le compte des Fonds, s'engager dans tout contrat, acquisition, vente, échanger ou émettre des garanties, procéder à tout enregistrement ou transfert en son nom ou au nom de tiers dans le registre de titres et obligations de toute société au Luxembourg ou à l'étranger. La Société pourra exercer au nom des Fonds ou des porteurs de parts ou actions des Fonds, tout droit et privilège, spécialement tous les droits de vote liés aux titres constituant le portefeuille des Fonds. Les pouvoirs susmentionnés ne seront pas considérés comme exhaustifs, mais uniquement déclaratoires.

La Société pourra aussi gérer ces propres activités et portefeuilles de manière accessoire, exercer des activités liées directement ou indirectement et considérées utiles à l'accomplissement de son objet, tout en restant dans les limites mises en place par la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif à condition que la Société ne fournisse en aucun cas des services pour des organismes de placement collectif qui ne sont pas soumis à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés. La Société peut détenir une participation dans les Fonds.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Senningerberg, Grand-Duché du Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 125.000,- (cent vingt-cinq mille euros) représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.000,- (mille euros) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. En cas d'associé unique, toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins 3 gérants divisés en deux catégories nommées respectivement «Gérants Catégorie A» et «Gérants Catégorie B». Les gérants n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

La majorité du conseil de gérance (a) ne sera pas fiscalement résidente au Royaume Uni (le RU) et ne sera pas basée à temps complet au RU ou (b) ne sera pas fiscalement résidente aux Etats-Unis (les EU) et ne sera pas basée à temps complet aux EU. Afin d'éviter tout doute, les dispositions qui précèdent ne représentent pas un test cumulatif.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore, si un président a été désigné, par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance. Le président ne devra pas résider au Royaume-Uni pour des sujets de taxes Royaume-Uni et ne sera pas basé à temps complet au Royaume-Uni.

Les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Vis-à-vis des tiers la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant A et un Gérant B.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Tout gérant de catégorie A ou B agissant en commun pourront déléguer leurs pouvoirs pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si (a) au moins l'un de ses membres est présent ou représenté et (b) si la majorité des membres présents ou représentés ne sont pas fiscalement résidents au RU et ne sont pas basés à temps complet au RU.

Les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si (a) au moins l'un de ses membres est présent ou représenté et (b) si la majorité des membres présents ou représentés ne sont pas fiscalement résidents au RU et ne sont pas basés à temps complet au RU. Toutes les réunions du conseil de gérance seront tenues au Luxembourg. Toute décision sera prise par le conseil de gérance à la majorité simple. En cas d'égalité des votes, le président a une voix prépondérante.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire, à condition qu'aucune personne fiscalement résidente au RU ou basé à temps complet au RU ne soit mandatée. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censée avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception, à condition qu'aucune résolution ne sera effective si signée par un gérant physiquement présent au RU au moment de la signature ou dans toute autre juridiction spécifiée de temps en temps par le conseil de gérance. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité du (des) gérant(s). Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société pour autant que cette obligation est en accord avec ces statuts ainsi que les dispositions des lois des sociétés applicables.

Art. 14. Assemblées générales des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation, à condition que l'assemblée générale ne soit jamais tenue au RU.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés, à condition qu'aucune résolution ne sera effective si signée par un associé physiquement présent au RU au moment de la signature ou dans toute autre juridiction spécifiée de temps en temps par l'assemblée générale des associés.

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfiques, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'(aux) associé(s) selon sa (leur) participation dans la Société. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises. Les opérations de la Société devront être contrôlées par un réviseur d'entreprises désigné lors d'une assemblée générale des associés qui décidera de ses émoluments, de la durée de ses fonctions; une telle fonction ne doit pas excéder les six (6) ans.

Le réviseur d'entreprises peut être réélu ou révoqué à tout moment.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et Libération

Les 125 (cent vingt-cinq) parts sociales ont été souscrites par TISHMAN SPEYER INVESTMENTS (TSEC), L.L.C.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de EUR 125.000,- (cent vingt-cinq mille euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2007.

Estimation des coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement EUR 2.000,- (deux mille euros).

Assemblée Générale Extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés préqualifiés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. les membres du conseil de gérance sont au nombre de 4 (quatre). Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

Gérants Catégorie A:

- M. Paul Anthony Galiano, Senior Managing Director, né le 9 mars 1965 à New York (Etats-Unis) dont l'adresse privée est à 210, Navajo Court, Morganville, NJ 07751, Etats-Unis d'Amérique;

- M. Bernard Penaud, Managing Director, né le 10 décembre 1965 à Brive-La-Gaillarde, France, dont l'adresse professionnelle est à 125, avenue des Champs Elysées, Paris, France, 75008;

- Mademoiselle Geraldine Copeland-Wright, Managing Director, Général Counsel - Europe, née le 25 mars 1971, à Leeds (Royaume-Uni), dont l'adresse professionnelle est à St. Catherine's House, 14 Kingsway, Londres WC2B 6LH, Royaume-Uni;

Gérant Catégorie B:

- M. Marcel Stephany, Administrateur de Société, né le 4 septembre 1951 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), dont l'adresse privée est à 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, Grand-Duché de Luxembourg.

2. l'assemblée désigne DELOITTE SA, dont le siège social est à 560, rue de Neudorf, L-2220, Luxembourg, entant que réviseur d'entreprise de la Société avec une durée de fonction expirant après l'assemblée générale des associés de la Société ayant lieu en 2008.

3. le siège social de la société est établi à 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, à la demande de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au(x) mandataire(s) des parties, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Galiotto, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2007, LAC/2007/17446. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007091638/211/391.

(070105278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

Vitreo, Fonds Commun de Placement.

Die AXXION S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, den Teilfonds Multi Asset unter dem Umbrellafonds «Vitreo» (Organismus für gemeinsame Anlagen) aufzulegen, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt. Zeichnungen sind erstmals am 6. August 2007 möglich.

Das Sonderreglement wurde beim registre de commerce et des sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. August 2007.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007091632/6633/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01896. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070105253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

Vitreo, Fonds Commun de Placement.

Die AXXION S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, den Teilfonds ETF Global unter dem Umbrellafonds «Vitreo» (Organismus für gemeinsame Anlagen) aufzulegen, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt. Zeichnungen sind erstmals am 6. August 2007 möglich.

Das Sonderreglement wurde beim registre de commerce et des sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. August 2007.
AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.
Verwaltungsgesellschaft / Depotbank
Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007091633/6633/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01902. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070105251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

Vitreo, Fonds Commun de Placement.

Die AXXION S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, den Organismus für gemeinsame Anlagen VITREO aufzulegen, der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt. Zeichnungen sind erstmals am 6. August 2007 möglich.

Das Verwaltungsreglement wurde beim registre de commerce et des sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. August 2007.
AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.
Verwaltungsgesellschaft / Depotbank
Unterschrift / Unterschrift

Référence de publication: 2007091634/6633/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01904. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070105250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

Townsend Investment I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.720.

Par résolution signée en date du 27 avril 2007, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Monsieur Frank-Matthias Przygodda, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet au 31 mai 2007.

- Nomination de Monsieur Ekkehart Kessel, avec adresse au 86, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en tant que gérant avec effet au 31 mai 2007 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 5 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085625/581/17.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2007, réf. LSO-CG04963. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Zone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 32, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 103.708.

L'an deux mille sept, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu:

Monsieur André Zupanoski, cordonnier, né à Luxembourg, le 8 août 1984, demeurant à L-2611 Luxembourg-Bonnevoie, 131, route de Thionville,

ici représenté par Monsieur Christian Dostert, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La prédite procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée ZONE S.à r.l. avec siège social à L-2240 Luxembourg, 32, rue Notre-Dame, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 103.708, a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 octobre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 15 du 7 janvier 2005.

- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

- Que le comparant est le seul et unique associé actuel de ladite société et qu'il a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide, avec effet au 1^{er} juillet 2007, de dissoudre anticipativement la société ZONE S.à r.l. et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'associée unique décide de désigner Madame Zaklina dite Jacqueline Zupanoska, épouse Cubrilovic, employée privée, née à Struga, (Croatie), le 5 avril 1967, demeurant à L-1271 Luxembourg, 9, rue Thomas Byrne, comme liquidateur de la société.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Troisième résolution

L'associée unique donne décharge pleine et entière à la gérante technique Madame Nadine Cornocopio et au gérant administratif Monsieur André Zupanoski pour l'exécution de leur mandat.

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de sept cents euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Dostert, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 9 juillet 2007, Relation GRE/2007/2950. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 juillet 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007086468/231/46.

(070095623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2007.

Ascania I S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.588.

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 16 mai 2007 entre INTERNATIONAL PYRAMIDE HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A. et ASCANIA I HOLDINGS S.à r.l., les 500 parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- ASCANIA I HOLDINGS S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 125.604, avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, détient 500 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ASCANIA I S. à r. l.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signature

Référence de publication: 2007085631/683/19.

Enregistré à Luxembourg, le 22 juin 2007, réf. LSO-CF08255. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Qmagic, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 116.855.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007085639/1212/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06262. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Libidama International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 20.717.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 8 mai 2007

Les mandats des administrateurs venant à expiration, l'assemblée décide de nommer comme administrateurs les personnes suivantes:

- M^e Pierre Thielen, demeurant professionnellement à Luxembourg
- M^e Olivier Rodesch, demeurant professionnellement à Luxembourg
- Madame Liliane Lambert-Lorent, demeurant professionnellement à Luxembourg

Le mandat du commissaire aux comptes venant à expiration, l'assemblée décide de nommer comme commissaire aux comptes Madame Rachel Tenace Juraschek, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à expiration lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 8 mai 2007.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2007086176/278/22.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06157. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2007.

HC Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 79.992.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007085640/1212/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06255. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

CDRD Investment (Luxembourg) III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 77.051.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007085649/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2007, réf. LSO-CG06722. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

International Concrete S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 94.841.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

R. P. Pels.

Référence de publication: 2007085650/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2007, réf. LSO-CG06724. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

GRAEFF Systembau Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 34, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 115.611.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2007.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2007085732/3560/15.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007, réf. LSO-CG05736. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

CDRD Investment (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 77.050.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007085651/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2007, réf. LSO-CG06719. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

CDRD Investment (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.625,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 77.049.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B. Zech.

Référence de publication: 2007085652/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2007, réf. LSO-CG06716. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Cardoso & Fils Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1863 Luxembourg, 45, Knaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 110.153.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085653/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2007, réf. LSO-CG05346. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Klöckner Pentaplast S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 84.253.

EXTRAIT

M. Tom Goeke et M. Bobby Jenkins ont démissionné de leur fonction d'administrateur de la Société avec effet au 9 juillet 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Pour la Société

Signatures

Référence de publication: 2007086451/260/16.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2007, réf. LSO-CG06549. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2007.

Immo-Toitures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1863 Luxembourg, 45, Knaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 110.152.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085656/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2007, réf. LSO-CG05349. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Faustini Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 105.672.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085657/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juillet 2007, réf. LSO-CG05947. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Cribis Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.782.

—
Les comptes consolidés au 31 décembre 2004, le rapport consolidé de gestion et le rapport du réviseur d'entreprises ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085661/534/13.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2007, réf. LSO-CG05415. - Reçu 50 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Immobilière Générale des Pays Bas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 70.074.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg au siège social le mercredi 27 juin 2007

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 27 juin 2007 que:

Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Monsieur Bisenius Edgar à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Luxembourg, le 28 juin 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2007086432/320/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2007, réf. LSO-CG07567. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2007.

Goldmann Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3333 Hellange, 29, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 85.665.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007085678/1276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07512. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Capital Européen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 44, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 114.012.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007085679/1276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2007, réf. LSO-CG07076. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Handelskontor Niederanven S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 7, Z.I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 101.875.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007085680/1276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2007, réf. LSO-CG07077. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Equifin SA, Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 7, Z.I. Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 89.245.

Le bilan au 30 juin 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007085681/1276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2007, réf. LSO-CG07079. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

ProSolut S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5331 Moutfort, 6, Wellemslach.

R.C.S. Luxembourg B 62.996.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007085682/1276/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2007, réf. LSO-CG07081. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070095097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.

K.M. Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8017 Strassen, 18B, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 76.013.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007085673/3617/12.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2007, réf. LSO-CG07695. - Reçu 123 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070094804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2007.
